

## Rien n'est inéluctable

Les informations enfin communiquées sur le devenir de notre réseau parisien et donc sur notre avenir professionnel, après deux ans d'attente, ont été un choc pour l'ensemble des agentes et agents de Paris. Et au regard de l'hécatombe programmée, comment pouvait-il en être autrement ?

Avec un certain cynisme, la Direction ose inscrire son projet dans le cadre d'un réseau qui se voudrait de « proximité » alors que 12 sites d'ici 2027 vont être liquidés, 5 arrondissements de Paris n'auront plus aucun centre des finances publiques. Il fallait oser, ils l'ont fait ! À la perte de la moitié de nos implantations, il faut ajouter 386 suppressions d'emplois au titre des délocalisations dont 197 dans les SIE, 73 dans les SPF, 50 dans les PCR, 30 dans les SLR. Il faut encore y additionner les 22 fusions de SIP, SIE et PCE annoncées jusqu'en 2025 et toutes les questions sans réponses concernant la mobilité des collègues et l'avenir de nos missions.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la grève du 9 juillet à l'appel de l'intersyndicale parisienne (Solidaires, CGT et FO), n'a pas encore eu lieu. Mais une chose est certaine, ce n'est que le début de notre mobilisation. Nous pouvons les faire reculer comme l'ont fait les collègues soutenu.es par des élu.es locaux dans le Puy de Dôme, à Toulouse, dans le Pas-de-Calais, dans le Morbihan, les Côtes d'Armor ou encore dans les Pyrénées-Orientales. Mais à une seule condition : nous mobiliser. Nous savons aussi que certain.es élu.es locaux et nationaux peuvent être un point d'appui important, c'est pourquoi nous leur avons adressé un courrier (Article page 3) et que nous continuerons à les alerter.

Ressourçons-nous durant ces vacances bien méritées car la rentrée risque d'être chargée. En effet nous continuerons notre mobilisation contre les projets de la direction concernant le NRP et nous risquons également de reprendre les chemins de la lutte contre la volonté affichée par ce gouvernement de nous faire travailler jusqu'à 64 ans minimum.



**Solidaires Finances Publiques Paris**  
6 rue Saint-Hyacinthe - 75001 Paris  
01 44 86 87 41

**La Balf :**  
[paris@solidairesfinancespubliques.org](mailto:paris@solidairesfinancespubliques.org)

**Le site :**  
<http://sections.solidairesfinancespubliques.info/paris/>

**La page Facebook :**  
<https://www.facebook.com/SolFIPParis>



**Nous devons reprendre des forces et plus que jamais être Solidaires et ne jamais oublier que rien n'est inéluctable quand nous agissons ensemble, collectivement.**

**Solidaires Finances Publiques Paris**  
vous souhaite de  
**très belles vacances !**

### Sommaire

Edito : Rien n'est inéluctable	p. 1
Campagne DUERP 2020 : une campagne qui en dit beaucoup sur les conditions de travail	p. 2
Adresse de l'intersyndicale parisienne aux élu.es nationaux et locaux de Paris	p. 3
Manifestation le 3 juillet à Perpignan contre l'extrême droite	p. 4
Encart : Les jeux d'été	

# Campagne DUERP 2020

## Une campagne qui en dit beaucoup sur nos conditions de travail !

Comme vous le savez certainement, la campagne DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) et PAP (plan annuel de prévention) pour l'année 2020, vient de se terminer. Ce dernier sera présenté au CHSCT du 20 juillet. Deux groupes de travail viennent de se réunir, Solidaires y était présent.

Au vu de la situation sanitaire, la campagne DUERP a été décalée jusqu'à fin 2020. 269 chefs de services ont été sollicités et le DUERP comporte 1112 lignes, les 270 services de la DRFIP ont répondu. Deux nouveaux risques ont été recensés concernant le télétravail et la COVID.



Dans le cadre du télétravail, nous avons demandé que l'administration mette à disposition des agent.es des outils de communications efficaces (téléconférence, etc.) et des formations adaptées. Solidaires a rappelé que la qualité du matériel pour télétravailler est primordiale, les collègues devraient être dotés d'équipements/mobiliers complets pour le télétravail. Les écrans 13 pouces sont très insuffisants. L'administration met à disposition des écrans de 22 pouces, sur demande.

Nous avons attiré l'attention de la direction sur :

- L'importance des pauses toutes les 2 heures même à domicile (travail sur écran).
- L'isolement que peut provoquer le télétravail.
- Le risque de journées de télétravail trop longues (droit à la déconnexion). La Direction a répondu à notre demande et va sensibiliser les chefs de services pour qu'ils ne sollicitent pas les collègues après une certaine heure (17h00).
- Les pannes informatiques récurrentes qui rajoutent à la pénibilité du travail.
- La complexité et le manque de clarté dans le cadre du télétravail ainsi que les problèmes de pilotage qui sont également signalés par les collègues.

Le nouveau dispositif de télétravail prévoit maximum 3 jours de télétravail par semaine. Cela va modifier profondément les manières de travailler à la DGFIP.

Des chefs de services ont demandé le retour immédiat des collègues en télétravail. Ils n'ont pas respecté les instructions du secrétariat général, de la DG ni de la DRFIP.

Solidaires a exigé un cadrage clair de la direction pour mettre fin à ces pratiques. Le retour au bureau doit se faire après discussions et s'étaler jusqu'en septembre suite à une préconisation des médecins de prévention.

L'urgence engendrée par la crise sanitaire, le télétravail ou le présentiel, l'isolement, ont exposé beaucoup d'agent.es à des difficultés d'ordre psychologiques.

Le travail industrialisé en présentiel avec des effectifs réduits, le cumul des contraintes, la charge de travail, les tâches matérielles, les tâches d'accueil, courrier, etc. qui sont chronophages ont épuisé les agent.es.

Le manque de reconnaissance, la poursuite des réformes qui elles n'ont pas ralenti, créent angoisse, déception et démotivation. D'autre part le travail en plateau pose des problèmes dans ce contexte sanitaire.

### Le DUERP peut révéler une peur du burn-out :

- Avec une charge de travail de plus en plus importante dû en grande partie aux suppressions d'emplois.
- Avec la non prise en compte de cette charge de travail. Exemple, les fonds de solidarité ont créé de réelles difficultés dans les services avec des engorgements des SIE et des brigades. Demander aux brigades de rendre leur programme annuel c'est faire peser sur ces collègues des risques en termes de santé.
- Avec une perte de sens dans le travail, le fait de devenir un «conseil aux entreprises» au lieu de rester sur le cœur de mission est une difficulté.

Le DUERP fait ressortir toute une liste de TMS et de RPS : travail prolongé sur écran, fatigue visuelle, douleurs à la nuque, aux poignets, aux épaules, etc. Mais aussi la gestion du manque de personnels, l'augmentation de la charge de travail, l'augmentation des courriels des e-contacts, la quantité au détriment de la qualité, le mépris et l'agressivité des usagers.

### Le DUERP met en évidence la perte de sens du travail avec les réformes incessantes qui se font à marche forcée.

L'éloignement dû au télétravail, l'avenir incertain des missions, l'opacité des règles de mutations, les difficultés pour les congés sont une source d'inquiétude quotidienne.

L'absence de réponse de la DRFIP depuis presque 2 ans sur le NRP, comme le rappelle notre site internet, est une source d'angoisse.

Le démantèlement de son réseau par la DGFIP, l'absence de visibilité avec le NRP crée un sentiment d'insécurité au travail et est source de risques psycho-sociaux très importants. Ainsi que les suppressions d'emploi qui nuisent au travail et créent de la souffrance. Le recrutement de contractuels à la place d'emplois statutaires inquiètent les collègues..

Une grande lassitude et amertume se développent dans ce contexte de réformes incessantes, suppressions de postes, fusions, déménagements, etc. Une forte charge mentale liée à ces phénomènes pèsent sur les agent.es.

Le DUERP fait ressortir beaucoup de choses que Solidaires Finances Publiques ne cesse de répéter à notre direction... mais à cette étape sans grande écoute !

**A l'heure où nous écrivons ces lignes, la grève du 9 juillet n'a pas encore eu lieu. Nous vous ferons un compte-rendu un peu plus tard. En attendant, vous trouverez ci-dessous l'adresse de l'intersyndicale parisienne (Solidaires, CGT et FO) aux élu.es nationaux et locaux de Paris.**

## **Adresse de l'intersyndicale parisienne aux élu.es nationaux et locaux de Paris**



Paris le 28 juin 2021

Madame la Députée, Monsieur le Député de Paris  
Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur de Paris  
Madame la Maire de Paris, Madame la Maire et Monsieur le Maire d'arrondissements  
Madame la Conseillère de Paris, Monsieur le Conseiller de Paris

Les organisations syndicales de la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP) de Paris signataires souhaitent vous alerter sur la réalité et les conséquences du Nouveau Réseau de Proximité (NRP) que la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) met en place. Ce plan de réorganisation a déjà suscité de vives réactions de nombreux élus locaux et de parlementaires. Pour rappel, d'ici 2026, il vise à réorganiser l'ensemble du réseau territorial et des implantations de la DGFIP. Il doit permettre la suppression de plusieurs milliers d'emplois et s'inscrit dans la vision d'un service public dématérialisé.

Ce plan prévoit la suppression ou le démantèlement des services de proximité à destination des particuliers et des entreprises (trésoreries de proximité, services des impôts des particuliers, de services des impôts des entreprises, services de la publicité foncière) et d'autres services plus spécialisés (les services locaux de contrôle fiscal par exemple).

Dans un obscur jeu de bonneteau, une partie des services de proximité implantés dans les grandes villes, dont Paris, sont transférés vers des villes moyennes au motif de les redynamiser sans qu'un nouveau service ne soit rendu à la population locale pour autant.

Nous vous l'affirmons, ce NRP se traduira par un repli territorial inédit et brutal de la DGFIP et contrairement à ce qu'il prétend être, il éloignera significativement les usagers, particuliers comme entreprises, de leur service public de proximité. Pour vos administrés, le choix sera donc des délais d'attente plus importants ou de se débrouiller seuls avec internet.

Pour Paris, et selon nous, il s'agit d'une liquidation pure et simple d'un service public de proximité de qualité, reconnu utile et indispensable par les usagers, en particulier en cette période de pandémie.

**La DRFIP 75, qui vient de nous informer de son projet après 2 ans d'attentes, prévoit de fermer d'ici à 2027, 12 sites des finances publiques à Paris sur 25 actuellement :**

- Abbé Groult (15ème) et Bénard (14ème) en 2021 ;
- Boucry (centre des finances publiques du 18ème Boucry) et Geoffroy Saint Hilaire (centre des finances publiques du 5ème arrondissement) en 2022 ;
- Banque (centre des finances publiques des 1er et 2ème arrondissements) et Michel le Comte (centre des finances publiques des 3ème et 4ème arrondissements) en 2023 ;
- Saint-Pétersbourg (centre des finances publiques du 17ème Saint-Pétersbourg) et Saint-Hyacinthe (1er) en 2024 ;
- Tolbiac (centre des finances publiques du 13ème arrondissement) en 2025 ;
- Godefroy Cavaignac (centre des finances publiques du 11ème arrondissement) en 2026 ;
- Meuniers (centre des finances publiques du 12ème arrondissement) et Uzès (centre des finances publiques du 9ème arrondissement) en 2027 ;

ainsi que 22 fusions de services entre 2023 et 2025.

Inévitablement, le développement de l'accueil sur rendez-vous des particuliers et des entreprises, sous couvert de meilleur service, se traduira par des calendriers surchargés et des RDV espacés dans le temps. Les usagers de Paris en ayant le plus besoin ne pourront plus être reçus et renforcera le sentiment d'abandon des pouvoirs publics.

Cet abandon du service public est renforcé par l'interdiction d'encaisser en numéraire aux guichets de la DGFIP alors que cette mission de service public est transférée aux débitants de tabac.

D'ores et déjà, la mise en œuvre du Fonds de solidarité, mesure essentielle de soutien à l'économie, est rendue plus compliquée du fait de l'affaiblissement des moyens de la DGFIP, et les délais de traitement ne cessent de s'allonger malgré le recrutement dans l'urgence de quelques contractuels.

La crise actuelle nous démontre ainsi tout l'enjeu des services publics, dont celui de la DGFIP en particulier.

Les organisations syndicales de la DRFIP 75 se tiennent à votre disposition pour vous rencontrer et échanger sur ces sujets d'inquiétude et ces dérives dont l'impact n'a été évalué ni sur la vie dans les territoires ni encore moins sur la perception du rôle de l'État.

**Nous vous appelons également à nous rejoindre lors de la journée de grève du 9 juillet 2021 où un rassemblement aura lieu à notre Direction Régionale ( 94 rue de Réaumur 75002 Paris) à partir de 9h30 puis nous partirons en manifestation jusqu'à la Place de l'Hôtel de Ville où nous espérons que la Mairie de Paris nous reçoive. Votre présence montrera aux agentes et agents des Finances Publiques, aux usagers de Paris votre attachement aux services publics de proximité.**

# Manifestation le 3 juillet à Perpignan contre l'extrême droite : Solidaires Finances Publiques y était !

Solidaires Finances Publiques a toujours combattu et combattra toujours l'extrême droite et ses idées. Le RN diffuse ses idées nauséabondes et malheureusement elles sont souvent reprises par d'autres qui espèrent récupérer l'électorat de ce parti.

Pour Solidaires Finances Publiques, le RN n'est pas un parti politique comme un autre et est un ennemi des valeurs de solidarité, de liberté, d'égalité et de fraternité que nous défendons dans notre syndicalisme. Déguisé, dédramatisé sous le masque d'un soi-disant défenseur des plus fragiles, le RN applique dans les villes qu'il a conquises une politique anti sociale et a toujours défendu une politique fiscale injuste. En tant que syndicalistes, héritiers de celles et ceux qui ont mené les luttes anti fascistes, il est de notre devoir de s'opposer frontalement au RN.

C'est le sens de notre engagement avec VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), et c'est pourquoi nous avons manifesté le 3 juillet à Perpignan à l'occasion du congrès du RN.

